

La croissance de Compiègne au XIXe siècle

(1850-1914) (2ème partie)

par Elie FRUIT

Le présent article fait suite aux deux précédents, publiés dans les N°s 19 (été 1982) et 20 (déc. 1982) de nos Annales, sur les principaux aspects et les facteurs des débuts de la croissance de la ville au XIXe siècle : embellissements et améliorations diverses (création de la rue Saint-Corneille) et de la Place Saint-Jacques, agrandissement de la place du Château, comblement des fossés du Cours, éclairage des rues au gaz, construction du premier abattoir, etc ...) ; apparition de nouvelles relations (construction de la route de Rouen à Reims, établissement du chemin de fer) ; impulsion donnée au commerce ; croissance de la population, etc ... ; en bref, toutes les manifestations d'un développement qui atteindra son plein épanouissement au cours des décennies suivantes.

Nous nous proposons aujourd'hui de compléter ce tableau à travers ses composantes urbaine, économique, sociologique, en nous appuyant, comme pour la précédente analyse, en priorité, sur les données des recensements quinquennaux, ainsi que sur les autres documents en dépôt aux archives de Compiègne : registres de l'état-civil, délibérations du Conseil municipal, monographies, annuaires, etc ..

I) La croissance urbaine

1 - Voirie et constructions

Ainsi que nous l'avons précédemment souligné, les embellissements de Compiègne au XIXe siècle ont été favorisés par la fréquence des séjours au château de ses hôtes illustres : rois et empereurs. Sous le Second Empire, notamment, on assiste - en 1855 - à la percée de la rue Napoléon, sur une partie des anciens terrains de Saint-Corneille. En 1858 le trajet de la route de Paris à Saint-Quentin est modifié à la traversée de la ville, à partir de la place de l'Hôpital où il emprunte la rue des Domeliers, la nouvelle rue Magenta, pour suivre ensuite la rue Solférino qui associe les anciennes rues élargies du Pont-Neuf et du Perroquet. En 1860, la place de l'Hôtel de Ville est agrandie. Paul Daussey, l'auteur du "Vieux Compiègne", rapporte que Napoléon III aurait dit au maire de l'époque, Eugène Floquet : "Votre hôtel de ville est trop beau pour être dans une simple rue ; on ne le voit pas. Il faut donc lui donner une place ayant de l'ampleur, qui permette de l'embrasser d'un seul coup d'oeil". A cette occasion, l'édifice fut agrandi et restauré.

à déborder largement ses anciennes limites et les faubourgs amorcent leur transformation. Des hôtels particuliers et des villas cossues sont édifiés le long des avenues. La partie urbanisée du faubourg Hurtebise s'agrandit, avec la création des rues du Moulin et de la Procession. Dans le faubourg de la Porte-Chapelle apparaissent les nouvelles rues du Petit Château, de l'Estacade, de Soissons, de Choisy et du Canal ; dans le faubourg Saint-Germain, celles de l'Abattoir, de la Ménardière, de la Glacière, du Mouton, de la Mare-Gaudry ; au Petit-Margny, les rues de Noyon et de la Gare.

La fin du XIXe s. et le début du XXe siècle, verront encore l'ouverture des rues de l'Aisne et de la Caisse d'Epargne et de la route de Choisy, dans l'ancien Faubourg Chapelle ; des rues de Gramont, de l'Aigle, des Acres, de Bournonville, dans le quartier Saint-Lazare ; des rues de Lorraine et d'Alsace dans l'ancien faubourg Saint-Accroupy ; du boulevard Gambetta à l'extérieur de la ville. Dans le faubourg Saint-Germain, la rue de Bouvines prolongera l'ancienne rue des Anges. L'urbanisation du Petit-Margny s'affirmera encore avec les rues Alphonse-Chovet, Béranger, Boyenval et Parmentier. Le processus ne s'interrompra qu'à la guerre de 1914.

Dès les années 1850, la ville commence

L'extension de la voirie extra-muros corres-

pond en fait à l'essor de la construction des particuliers. D'un peu plus de 1200 en 1799, le nombre total des maisons de Compiègne est en effet passé à près de 2500 en 1906, dont 700 construites dans la seule période 1876-1906. A la veille de la guerre, il n'existait pratiquement plus de solution de continuité entre la ville "intra-muros" et ses faubourgs.

2 - Services publics, réalisations diverses, distractions

Nous nous bornerons à citer les réalisations qui, de notre point de vue, ont le mieux servi les besoins et les intérêts de la population et ainsi, directement ou indirectement, favorisé l'expansion de la ville.

Il faut rappeler qu'à l'époque de la création des premières lignes de chemin de fer, le Conseil municipal avait défendu avec fermeté le projet de ligne de Paris à la Belgique, par Compiègne et Saint-Quentin. Résultats : en 1847 l' "embarcadère" de Compiègne était achevé et les premiers trains circulaient entre Paris et Compiègne ; deux années plus tard, entre Compiègne et Noyon. Dès le printemps de 1850, la Compagnie du Nord mettait en service ses premiers "trains de plaisir", ce qui faisait l'affaire des aubergistes, cafetiers et autres commerçants de la ville ... En 1880 l'achèvement de l' "étoile de Compiègne" (lignes vers Amiens, Soissons, Villers-Cotterêts, Crépy-en-Valois et Roye) place Compiègne parmi les villes du Nord de la France les mieux desservies par le train, l'unique moyen de transport rapide à cette époque.

En 1860 des égouts sont installés dans les principales rues de la ville ; en 1867 c'est le tour de la distribution de l'eau ; en 1894 le nouvel hôpital est inauguré.

Outre la gratuité en vigueur dans les écoles depuis le début du siècle, de nouvelles preuves de l'intérêt porté par la municipalité aux questions d'enseignement apparaissent. Un cours spécial gratuit avait été ouvert en 1839, destiné "à faire connaître aux adultes et ouvriers les notions de calcul décimal et l'application de ce calcul aux poids et mesures". Cette forme d'enseignement sera étendue à des cours du soir de dessin, de géométrie, d'électricité, d'anglais, de musique et de solfège.

C'est également dans la deuxième moitié

du siècle que la vie compiégnaise s'enrichit des activités multiples de nombre d'associations à caractère charitable, sportif, culturel et festif : sociétés de secours mutuel et de bienfaisance, société de gymnastique, sociétés de sport, compagnie de tir à l'arc, société hippique, rugby-club, automobile-club, société philharmonique, société historique, etc... Beaucoup de ces associations participent au rituel des fêtes, concours et solennités diverses particulièrement fréquentes à cette époque : les défilés, cavalcades, concerts, bals et feux d'artifice, qu'applaudit non seulement la population locale, mais aussi, en maintes occasions (fêtes de Jeanne d'Arc, par exemple), un public nombreux, venu de loin, dont la gare de Compiègne fait ce compte en milliers et centaines de voyageurs...

N'ayons garde d'oublier la chasse à courre, élément séculaire de l'attrait de la ville, plaisir à la fois aristocratique et populaire, puisque même les ouvriers les suivent à pied, en grand nombre.

3 - La garnison

Celle-ci demeure un atout majeur de la prospérité de Compiègne, que la municipalité s'est de tout temps employée à développer, par la mise à disposition de terrains destinés à la construction de casernes, assortie le plus souvent d'une contribution financière. Aussi, de 600 hommes en 1846, la population militaire de la ville passe à 1400 en 1851 et à 1900 en 1901. Les conséquences de cet accroissement sont tout à fait positives pour les finances de la ville et pour les particuliers : augmentation des recettes de l'octroi, stimulation du commerce, revenus d'appoint pour tous ceux qui logent des gradés avec leurs chevaux.

Cette rapide esquisse du développement urbain - lequel a sa correspondance dans l'expansion des activités - montre déjà que Compiègne, au XIXe siècle, prolonge une tradition résidentielle née au temps des premiers rois et favorisée par les avantages du site dont la forêt, naturellement, constitue le plus beau fleuron.

Si la ville apparemment demeure réfractaire à l'industrie - nous préciserons ce point - en revanche elle s'embellit, se modernise, élargit le champ des services et des distractions offerts à la population. Elle complète sa notoriété par le prestige qui s'attache

à la ville de garnison ; elle y ajoute encore la réputation d'un centre de tourisme.

L'attrait de Compiègne s'exerce, certes, en premier lieu, sur les catégories supérieures de la société mais également, et par voie de conséquence, sur les milieux populaires. Tocqueville n'écrivait-il pas : "Il sera toujours facile de diviser idéalement chaque peuple en trois classes. La première classe se composera des riches. La seconde comprendra ceux qui, sans être riches, vivent au milieu de l'aisance de toutes choses. Dans la troisième, seront renfermés ceux qui vivent particulièrement du travail que leur fournissent les deux premières". La société compiégnaise du XIXe siècle répond assez bien à ce schéma.

II) La croissance démographique

1 - Mouvement naturel et immigration

Du début à la fin du siècle dernier, la croissance de la population civile de Compiègne est continue : 7050 habitants vers 1800, 9423 en 1851, 14.595 en 1901, 15.166 en 1906, avec une accélération dans la seconde moitié.

Cependant le mouvement naturel des naissances et des décès, tel que les données de l'état-civil le font apparaître, subit quelques perturbations conjoncturelles : la bataille de 1814 qui provoque la mort de 200 gardes nationaux ; les épidémies de choléra de 1832 à 1849 qui occasionnent l'augmentation du nombre des décès et la diminution de celui des naissances ; la guerre de 1870 qui ralentit le rythme des mariages et des naissances. Plus profondément, le mouvement naturel à Compiègne n'échappe pas aux variations qui caractérisent, d'une manière générale, la démographie française au XIXe siècle : une forte natalité qui se traduit par un solde positif des naissances entre 1800 et 1836 ; ensuite un renversement de tendance qui entraîne une balance négative du mouvement naturel (le nombre des décès devient supérieur à celui des naissances).

La croissance de la population de Compiègne au cours de la seconde moitié du siècle ne s'explique donc que par les apports d'un courant d'immigration de plus en plus prononcé, qui se manifestait déjà auparavant : dans les années 1830, un bon tiers des décédés adultes de plus de vingt ans étaient nés en dehors de Compiègne, la plupart originaires

de l'Oise, de l'Aisne ou de la Somme.

Quelles sont les caractéristiques saillantes de ces migrants attirés par Compiègne, plus particulièrement à partir des années 1850 ? Les listes nominatives des recensements de 1875 à 1906 comportent fort heureusement - ce sont d'ailleurs les seules - l'indication du lieu de naissance et apportent ainsi une réponse à cette question.

2 - Caractéristiques des migrants

Un premier classement des chefs de ménage, selon le département d'origine (le pays pour les étrangers) permet deux constatations. Leur proportion dans les deux recensements qui sont pourtant de tailles différentes, est sensiblement la même : voisine de 80 % ; cela signifie, en d'autres termes, que quatre chefs de ménage sur cinq ne sont pas nés à Compiègne. Mais ces migrants ont une origine de plus en plus éloignée : alors qu'en 1876, 52 % d'entre eux étaient nés dans l'Oise ou dans des départements limitrophes, ce pourcentage était tombé à 47 % en 1906.

Ce sont, dans l'ordre, Paris, La Seine et les départements de la Couronne, suivis du Nord et du Pas-de-Calais, puis des départements de l'Est et du Centre de la France qui fournissent les effectifs les plus importants - les deux tiers - de cette population de migrants. Néanmoins, à une ou deux exceptions près, tous les départements métropolitains sont représentés à Compiègne, au moins à partir des années 1870.

Toutefois les Alsaciens-Lorrains recensés en 1876 sont plus nombreux que ceux recensés en 1906, ce qui s'explique par l'option choisie par certains d'entre eux au moment de la défaite de 1870. A l'inverse, le nombre des chefs de ménage originaires du Centre, présents à Compiègne, est plus important en 1906 qu'en 1876. La Creuse, en particulier, se distingue par la présence de ses maçons, le Cantal par celle de ses chaudronniers, voire de ses marchands de parapluies. Au premier rang des étrangers : les Belges, suivis en 1906 par les anglais (entraîneurs de chevaux et jockeys, chapeliers) et les italiens (maçons et fumistes).

La répartition des migrants, selon les catégories professionnelles, révèle une certaine stabilité. Les fonctionnaires et les militaires, de même que les gens de maison, sont

à 95 % nés en dehors de Compiègne. Ils sont suivis de près par les membres des professions libérales, les ecclésiastiques et les religieux (90 %), puis par les professionnels de l'alimentation (85 % en 1876, 90 % en 1906). Par contre, la percée migratoire apparaît relativement moins forte dans le bâtiment (62 %) et l'agriculture (73 %), ainsi que chez les manouvriers (77 %).

Quant aux propriétaires et rentiers (80 % de migrants) ils se situent dans la moyenne de la population totale.

3 - Conséquences sociales de l'immigration

Un mouvement migratoire de cette ampleur ne peut pas ne pas avoir entraîné un certain renouvellement des couches sociales. C'est ce que montre une observation d'ensemble, à défaut de disposer des ressources de la généalogie qui pourrait nous éclairer sur les implications subtiles de ces mutations.

Au hasard des migrations, des alliances, peut-être même des revers de fortune, de nouvelles lignées familiales sont apparues ; d'autres, au contraire, ont subi l'érosion des générations. Ainsi, les noms des vieilles familles de Compiègne : les Esmangant de Bournonville, les Poullétier, les de Crouy, les Le Caron, les Le Féron, les de Bicquilly, les de Lancry, inséparables de l'histoire de la ville et de ses anciennes demeures, tous ces patronymes se sont peu à peu effacés des annuaires au profit de nouveaux, parés eux aussi du prestige nobiliaire. Parmi ceux-ci nous voyons là une conséquence de la défaite de 1870 qui a ramené vers l'armée beaucoup de jeunes aristocrates - tiennent une large place les noms de ces officiers de la garnison qui se sont installés plus ou moins durablement à Compiègne avec leur famille.

La croissance de la ville semble également avoir eu pour effet d'éteindre certaines dynasties commerçantes et d'en créer de nouvelles. N'a-t-on pas l'exemple de cette famille de pâtisseries, les Charpentier-Nicolas, dont, selon Arthur Bazin, historien compiègnais, l'ancêtre avait connu une grande renommée avec les pâtés qu'il servait à la table du roi Louis XV, honneur que ses descendants perpétuèrent pendant plus d'un siècle, jusqu'à ce que le fonds familial passe aux mains d'un inconnu, originaire d'Etampes ? Cas inverse du précédent : le marchand de nouveautés, Maurey, était monté du Cantal à Compiè-

gne où il fit souche. Sa fille se maria à un parisien, Nicaud, et avant la guerre de 1914 la maison Nicaud-Maurey comptait parmi les toutes premières maisons de modes de la ville.

III - La croissance économique

1 - Le poids des traditions

Nous savons que Compiègne au milieu du siècle dernier avait encore gardé, dans une large mesure, les traits de la petite cité provinciale administrative, à l'économie multiforme dominée par les métiers de l'artisanat et du petit commerce, dans la meilleure tradition du Moyen-Age. Seule note manufacturière : la charpenterie de bateaux et la corderie - elles aussi partie prenante du paysage ancestral - auxquelles étaient venues s'ajouter, au fil des années, quelques modestes carrières de pierre, tuileries, fours à chaux et à plâtre, ainsi qu'une vingtaine de moulins.

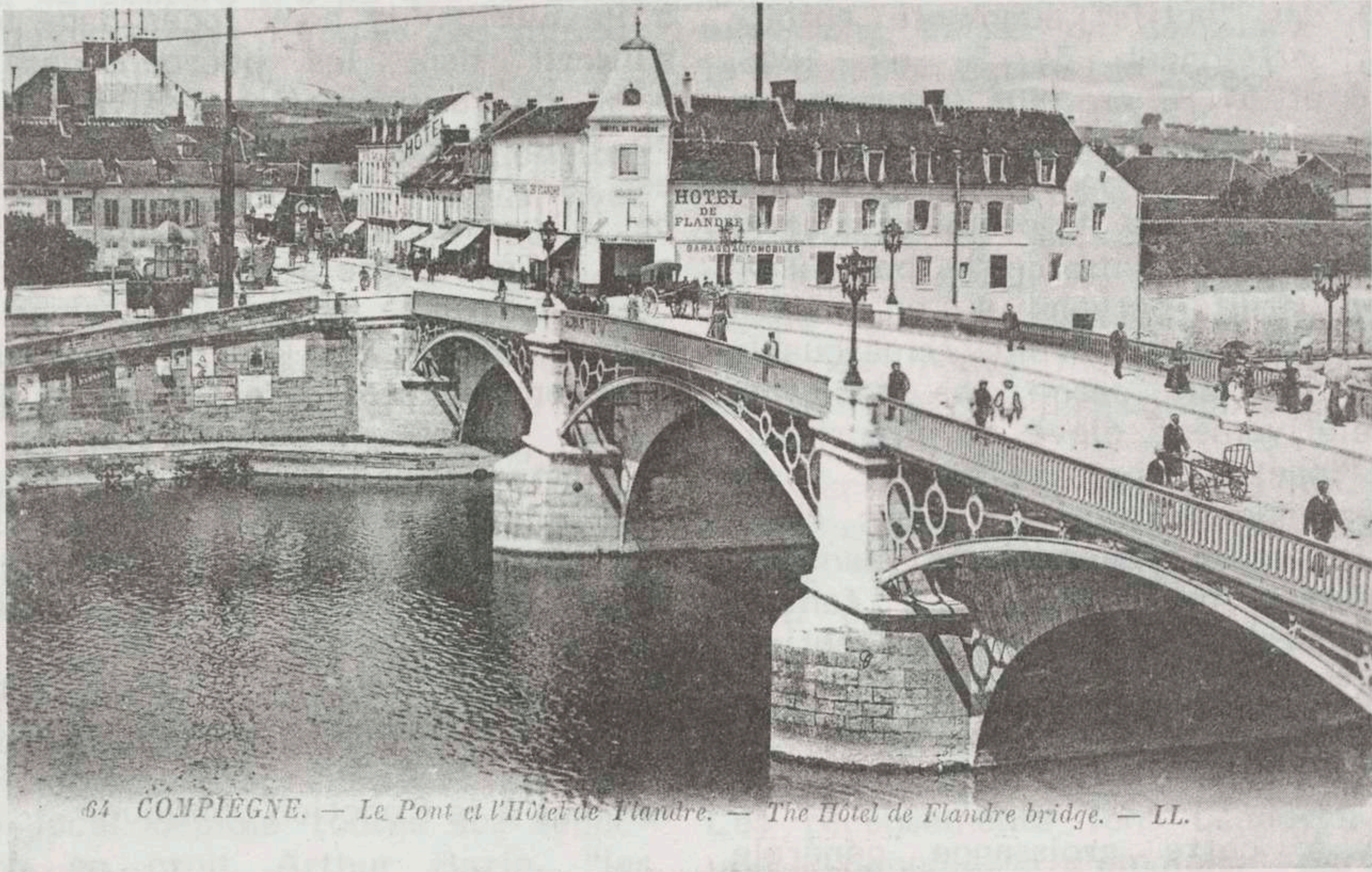
Sur le plan industriel, la seconde moitié du siècle est seulement marquée par le déclin des chantiers de bateaux soumis à l'âpre concurrence du chemin de fer et par l'installation de plusieurs ateliers qui symbolisent le progrès. Ainsi Guinard, constructeur de cycles et d'automobiles, s'installe vers 1900 sur le Cours et y emploie une trentaine de cadres et d'ouvriers très spécialisés (tourneurs sur métaux, mécaniciens, polisseurs-nickeurs, émailleurs).

La concentration de la main d'oeuvre, critère du dépassement du stade artisanal, gagne plusieurs entreprises de bâtiment (Boyenval, Dubois, Bringand, Daussy, etc..). Les frères Moures, des anglais, fabricants de chapeaux au Petit-Margny, font également travailler une cinquantaine d'ouvriers des deux sexes, dont beaucoup à domicile.

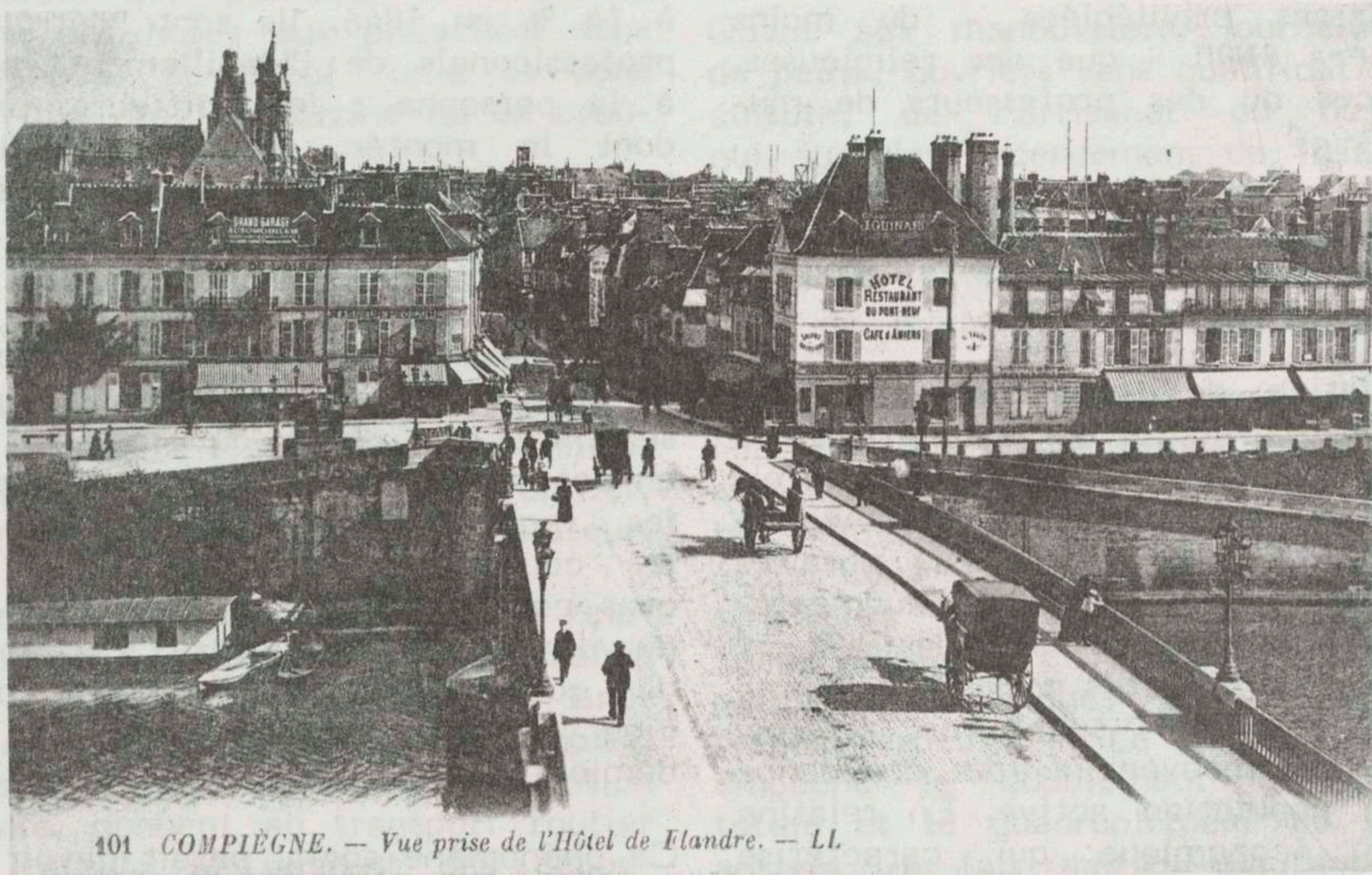
Mais, au total, Compiègne, fidèle à son passé, demeure fermé à la "révolution industrielle" qui transforme le paysage économique et social de tant d'autres cités.

2 - Répartition des activités professionnelles

La population "active" (au sens de la terminologie actuelle) ne représentait lors du recensement de 1799 qu'environ 25 % de la popu-



64 COMPIÈGNE. — Le Pont et l'Hôtel de Flandre. — The Hôtel de Flandre bridge. — LL.



101 COMPIÈGNE. — Vue prise de l'Hôtel de Flandre. — LL.

lation totale (1750 personnes sur un peu plus de 7000). Ces chiffres corroborent le témoignage d'un autre historien local, Lambert de Ballyhier, selon lequel la ville comptait alors 1800 individus (adultes et enfants) dépourvus de tout moyen d'existence.

La proportion des "actifs" augmente ensuite régulièrement, atteignant 34 % en 1846, 95 % en 1876 et 51 % en 1906 (pourcentage à comparer avec celui établi pour la France entière : 53 %). Ainsi, dans les années qui précèdent immédiatement la première guerre mondiale, le taux d'activité de la population de Compiègne était parvenu à un niveau fort honorable, fait d'autant plus remarquable que la ville comptait parmi ses habitants un nombre relativement élevé de propriétaires-rentiers, "inactifs" par définition ; en ne prenant en compte que les seuls chefs de ménage (donc exclusion faite dans le calcul des autres membres de la famille et des domestiques), ces propriétaires-rentiers à partir des années 1840, représentent près de 20 % de l'ensemble des chefs de ménage, contre 10 % vers 1800.

Parallèlement à cette croissance générale de l'activité, la place des femmes dans la vie professionnelle s'accroît elle aussi (de 28 % du nombre total des "actifs" en 1799, à 28 % en 1846, à 36 % en 1876, à 42 % en 1906). A noter que ces "travailleuses", qui forment par ailleurs le gros de la domesticité, appartiennent dans leur quasi-totalité aux milieux populaires. On ne trouve guère, issues des classes privilégiées - du moins jusqu'aux années 1880 - que des religieuses, des institutrices ou des professeurs de musique ...

Au niveau des branches professionnelles, sur le long terme, certaines évolutions se manifestent.

La place relative des **professions libérales** demeure stable (avec 5 % environ de la population active). Il convient toutefois de noter que si le nombre des notables de ces professions varie assez peu (six notaires au début du siècle, cinq en 1906 ; augmentation du nombre des médecins : de 6 à 11 et de celui des architectes : de 1 à 5), en revanche, le personnel subalterne (clercs, commis) suit le mouvement de croissance général de la population active. En relation avec l'essor économique qui caractérise la monarchie de juillet, dès cette époque, de nouvelles professions apparaissent : agents d'affaires et d'assurances, banquiers. Quatre

banques existaient à Compiègne en 1906 : Banque de France, Plommet et Cie, Crédit Lyonnais, Banque Gournay.

Dans le secteur public et l'armée, la progression des effectifs (n'y sont repris que les militaires recensés avec la population civile, à l'exclusion de ceux logés dans les casernes) s'inscrit dans les pourcentages suivants : 5 % de la population active en 1799, 6 % en 1846, 7 % en 1876, 7,5 % en 1906. Elle est à mettre au compte du renforcement de la garnison et des administrations : Finances, Enregistrement, Ponts-et-Chaussées, Eaux-et-Forêts, Palais, Gendarmerie, Administration municipale, Octroi, Poste. Pour donner un exemple : les effectifs de la Poste, longtemps limités à un directeur, un maître de poste et une poignée de facteurs, s'étoffaient dans les années 1880-1890 marquées par les nouveaux équipements, le télégraphe et le téléphone. En 1906 le Bureau de Compiègne comprenait trente huit personnes dont onze femmes. L'Administration des P.T.T. représentait alors - avec l'Enseignement - l'une des rares voies d'accès des femmes à la Fonction publique.

Dans les branches économiques, le **bâtiment** et **l'Équipement de la maison** sont les héritiers d'une longue tradition qui s'était encore renforcée au XVIII^e siècle, notamment avec la construction du Château. Ils voient leur position - qui était à la pointe des effectifs au début du siècle - fléchir de 17 % en 1799 (place relative dans la population active) à 14 % en 1846. Ils sont "détrônés" par les professionnels de **l'Habillement** (et des soins à la personne : les coiffeurs, par exemple) dont la montée est spectaculaire. De 14 % en 1799, leur place relative passe en effet à 21 % en 1876 (19 % en 1906). Soulignons également que, dans la seconde moitié du siècle, les femmes affirment leur prédominance dans ce secteur : elles y représentent les trois quarts de l'effectif, contre un dixième seulement au début du siècle. A partir des années 1840 les lingères, les blanchisseuses, les repasseuses, les modistes, et surtout les couturières, commencent à fermer les gros contingents de la main d'oeuvre féminine. En 1906 on recense à Compiègne plus de quatre cents couturières (dont trente cinq maitresses-couturières), la plupart à domicile.

Ce phénomène social paraît devoir être rattaché, d'une part, à l'installation à Compiègne d'un nombre croissant de familles fortunées, principales consommatrices dans ce domaine

si particulier de la mode, dont l'effet d'entraînement sur les autres catégories sociales n'est pas douteux ; d'autre part, à l'invention et à la diffusion rapide (dans les années 1860) de la machine à coudre (en particulier de la fameuse "Singer") dont l'influence stimulante sur la couture n'a pu que favoriser le travail à domicile des femmes des milieux populaires.

L'alimentation qui maintient ses positions (entre 11 et 13 % des "actifs") mais avec une présence féminine également accrue, profite de la modification des habitudes alimentaires. Les français du XIXe siècle ne sont-ils pas réputés s'être détournés peu à peu de l'alimentation traditionnelle à base de froment et de pommes de terre, pour leur substituer viandes, sucre, café, cacao et ... alcool ? A Compiègne ce phénomène se nourrit - si l'on peut dire - de la présence d'une importante garnison, ainsi que - notamment les jours de fête et de marché - d'un très fort courant de forains, acheteurs de passage, voyageurs, touristes, bateliers, travailleurs saisonniers, auprès desquels le commerce local déploie toutes ses séductions. Si l'on en croit Arthur Bazin, "les charcutiers méritent une mention spéciale et sont à la hauteur de leurs confrères de Paris. Comment ne pas être tenté à la vue de ces saucissons de Lyon, de ces jambons de Mayence, de ces saucisses de Francfort, de ces andouilles de Bretagne si chères à Pantagruel. Que de choses exquis dans ces pieds farcis que parfume le fruit du Périgord, dans ces hures aux pistaches, dans ces rouges langues de boeuf fumé et dans ces pâtés de foie gras en terrine ou en croûte " ...

Le nombre des aubergistes, cabaretiers, limonadiers et débitants qui était de 64 en 1799 est passé à 142 en 1906. A partir des années 1860 figurent sur les annuaires des états inconnus jusque-là, qui traduisent les habitudes nouvelles : marchands de comestibles, de fromage et de gibier, chocolatier, confiseur, marchand de café, distillateur.

Dans les **transports**, le chemin de fer a finalement raison de la diligence. Néanmoins, la présence à Compiègne d'une société brillante, surtout à partir du Second Empire, le développement du tourisme, l'invention de l'automobile, donnent au transport routier de nouveaux atouts et ouvrent des débouchés aux loueurs de voiture, cochers, carrossiers, mécaniciens, peintres et autres serruriers en voitures. Par contre, ne cessent

de fondre les effectifs des charpentiers et charretiers de bateaux, cordiers, marinières, compagnons de rivière, victimes de la suprématie du rail sur la voie navigable.

L'Agriculture, de son côté, subit les conséquences de l'urbanisation des faubourgs, avec une baisse de sa place relative dans la population active (de 10 à 3 %).

Au contraire, reflet du développement du "tertiaire", le nombre des commis d'entreprise, comptables, secrétaires, caissiers, représentants, employés, augmente, en même temps qu'apparaissent les premiers techniciens du monde moderne : les électriciens, les chimistes, les photographes.

La place relative des **gens de maison** suit la croissance des milieux privilégiés, passant de 12 % en 1799 aux environs de 20 % à partir du recensement de 1876. Les femmes ont naturellement la prééminence numérique : trois femmes pour un homme. Cette progression s'accompagne d'une spécialisation des tâches, voire d'une qualification accrue. Les recensements font découvrir peu à peu une "panoplie" d'emplois, particulièrement révélatrice du train de vie des maîtres de maison de l'époque : précepteur, gouvernante, institutrice, dame de compagnie, maître d'hôtel, cuisinière, valet ou femme de chambre, nourrice, bonne d'enfant, cocher, palefrenier, garde-chasse, piqueur, jockey, conducteur d'auto, etc ...

Quant aux **manouvriers, journaliers, hommes de peine**, ouvriers sans qualification de l'agriculture, de l'artisanat ou du commerce, qui, jusqu'au recensement de 1876, formaient un noyau stable de la population active (environ 10 %), leur importance relative diminue (7 % en 1906), apparemment au profit des gens de maisons et des professions diverses.

Ce survol des activités nous a permis de constater en même temps que des évolutions structurelles, somme toute superficielles, la remarquable progression du potentiel économique de la ville. Ainsi, au total, les structures de base de Compiègne se sont conservées, les différents secteurs d'activité gardant à quelques différences près leurs places respectives, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le doublement de la population totale et le quadruplement de la population active. Le fait mérite d'autant plus d'être souligné que la croissance de la plupart des villes au XIXe siècle s'est accompagnée d'importantes migrations professionnelles,

dues à la montée des secteurs secondaire et tertiaire au détriment du primaire.

Rien de tel pour Compiègne dont la prospérité participe presque uniquement de la mise en valeur d'un héritage culturel prestigieux.

IV) Répartition de l'espace social

L'analyse des listes nominatives de la population (recensements de 1799, 1846, 1876, 1906) nous a conduit à un classement des ménages (basé sur la qualité du chef de ménage) selon trois catégories sociales :

1) Bourgeoisie :

propriétaires-rentiers avec domestiques, professions libérales supérieures (notaires, avoués, médecins, pharmaciens, etc...) ; hauts fonctionnaires, magistrats, chefs de service des administrations, officiers ; entrepreneurs, négociants, commerçants avec salariés et domestiques à leur service.

2) Classes intermédiaires :

propriétaires-rentiers sans domestique, professions libérales inférieures (clercs de notaire ou d'avoué, religieux, sages-femmes etc ...) ; fonctionnaires de rang subalterne, sous-officiers ; employés et représentants de commerce ; artisans et petits commerçants.

3) Classes populaires :

ouvriers, gens de maison (ayant un domicile indépendant de celui de leurs maîtres), manouvriers, "sans profession".

Tous quartiers et faubourgs confondus, entre les recensements de 1799 et de 1846, la place de la bourgeoisie dans la population totale passe de 10 à 14 % pour se stabiliser ensuite à ce niveau. Ce sont le secteur public et l'armée qui contribuent le plus à cette progression.

Les classes intermédiaires suivent un mouvement analogue consécutif au développement des administrations et à l'avènement du "tertiaire" : elles représentent un peu moins de 28 % de la population totale au début du siècle, 40 % quelque cinquante années plus tard.

Cette expansion de la bourgeoisie et des classes intermédiaires a naturellement pour contrepartie la régression des couches populaires qui, de majoritaires au début du siècle

(62 %), deviennent minoritaires par la suite (47 %).

D'une manière générale, les quartiers de **la ville ancienne (intra-muros)** gardent leur tradition.

- l'Est (limites : place de l'Hôtel de Ville, rue de Pierrefonds ; rues d'Ulm, des Minimes, des Pâtisseries) conserve une prééminence bourgeoise, voire aristocratique (près d'un ménage sur cinq au début du siècle, un ménage sur trois par la suite) ;

- le Sud (limites : rue des Bonnetiers, Place Saint-Clément, rue de Paris), de même que l'Ouest à dominante plus populaire, se distinguent par une pluralité marchande et artisanale où l'Alimentation et l'Habillement sont au premier rang.

- le Nord garde sa structure sociale contrastée : la bourgeoisie qui y occupe une place supérieure à la moyenne, jusqu'au recensement de 1876, tranche sur les milieux populaires où les maçons, les charpentiers et menuisiers détiennent la supériorité numérique.

Certes au fil des années des mutations s'opèrent, surtout perceptibles entre les recensements de 1876 et de 1906. Les positions de la bourgeoisie y apparaissent en régression : de 36 % à 32 % des ménages à l'Est, de 17 % à 13 % au Sud, de 7 % à 5 % à l'Ouest, de 15 % à 10 % au Nord. Comme sa place relative dans l'ensemble de la population demeure sensiblement constante, il s'agit en fait d'un transfert qui s'effectue au bénéfice de certains faubourgs (Hurtebise et Saint-Lazare, notamment). La relève de la bourgeoisie dans la ville intra-muros est assurée par les professions libérales et surtout par les classes intermédiaires.

Dans l'ensemble, cependant, et bien qu'à des degrés différents, selon les quartiers et les rues, la ville ancienne offre encore, à la veille de la guerre de 1914, l'image d'une société mélangée, au sein de laquelle cohabitent toutes les catégories sociales, du représentant de l'aristocratie nobiliaire à l'artisan ou à l'ouvrier.

Le sens et le rythme de l'évolution des différents faubourgs sont très divers.

Le **faubourg Saint-Germain**, le plus anciennement urbanisé, conserve une structure sociale pratiquement stable, à forte dominante popu-

laire (60 à 70 % des ménages). Toutefois, en proportion, la place des ouvriers de l'agriculture et des manouvriers se réduit au bénéfice des gens de maison et du secteur de l'alimentation. La géographie du site (éloignement relatif de la ville et de la forêt, proximité de la rivière et de ses nuisances, le brouillard entre autres), ainsi que la forte tradition rurale de la population (nombreux jardiniers) expliquent dans une large mesure la faible présence dans ce faubourg de familles bourgeoises. Il existe d'ailleurs une grande similitude entre la structure socio-professionnelle de Saint-Germain et celle du hameau voisin de Royallieu.

Pour le **Petit Margny**, l'histoire est différente. Au recensement de 1846 sa population est encore composée d'un grand nombre de charretiers de bateau, auxquels se mêlent quelques marchands de vin, épiciers, ouvriers et cultivateurs. De cette dominante populaire on est passé en 1876 à celle des classes intermédiaires : petits propriétaires, fonctionnaires, employés, aubergistes, artisans, auxquels s'est agrégée une petite fraction de la bourgeoisie. On peut imputer cette mutation à l'avènement du chemin de fer et à la gare toute proche.

L'assise populaire du **faubourg Saint-Accroupy** au début du siècle (68 % des ménages) était bien plus marquée que celle de Saint-Germain et du Petit-Margny mais elle se modifia au cours du temps. Entre 1846 et 1906, la proportion des ouvriers de l'agriculture, notamment, chute des deux-tiers (de 75 à 5 %), au profit des classes intermédiaires et de certains éléments de la bourgeoisie : propriétaires-rentiers, fonctionnaires, entrepreneurs, etc.. Ceux-ci s'installent de préférence à l'entrée du faubourg : rues Vermenton, Joseph-le-Prince, Carnot. Par contre, les rues des Sablons, Ancel, des Veneurs, conservent un noyau populaire important d'artisans, d'ouvriers du Bâtiment et de l'Habillement, de manouvriers, auxquels s'ajoutent des petits fonctionnaires et des employés du "tertiaire".

Vers la fin du siècle, ce faubourg semble réaliser une transition entre le faubourg Saint-Germain à dominante populaire et les quartiers **Saint-Lazare** et **Hurtebise**, endroits d'élection de la nouvelle bourgeoisie compiégnaise.

La proximité de l'une des plus nobles parties de la forêt et la présence de ces magnifiques avenues bordées d'arbres, tracées au siècle pré-

cédent et conduisant au Palais, expliquent l'intérêt porté par les milieux fortunés à ces quartiers, lieux d'habitation dans la première moitié du siècle d'une population modeste, comportant une majorité d'ouvriers du bâtiment et de l'habillement dans le faubourg Hurtebise, d'ouvriers agricoles et de bûcherons dans le faubourg Saint-Lazare.

C'est à partir des années 1840, au rythme de la construction des châteaux et des villas et de la disparition progressive des demeures de la population laborieuse que l'élite de la ville : riches propriétaires, notables des professions libérales, industriels, officiers, etc .. y réalise son implantation. En 1906 plus d'un ménage sur trois habitant ces quartiers appartient à cette catégorie sociale. La proportion est même beaucoup plus forte dans certaines rues : rues de Gramont, de l'Aigle, des Acres, avenue Thiers.

Quant au **faubourg de la Porte-Chapelle** encore embryonnaire au milieu du siècle, il connaît par la suite un développement rapide en direction de l'Oise, avec une expansion démographique à dominante populaire entre 1846 et 1876, suivie d'une forte implantation des classes intermédiaires, parmi lesquelles dominent militaires et fonctionnaires.

CONCLUSION

Les troubles de la Révolution apaisés, Compiègne renoue avec les fastes de son passé, d'abord sous le 1er Empire, puis sous la Restauration et la Monarchie constitutionnelle enfin et surtout sous le Second Empire (les fameuses "séries" !), pour atteindre, au tournant du siècle, le plein épanouissement et la renommée d'une cité d'agrément.

L'élite fortunée s'est installée dans de belles demeures et a suscité tous les services nécessaires à son mode de vie. Les couches sociales en voie d'ascension sont venues chercher à Compiègne les avantages économiques, voire le lustre de la contiguïté avec les couches supérieures. Pour le public en général, la présence de la garnison, les fêtes, pérennisaient d'une certaine manière les réjouissances du passé.

Brutalement, la guerre de 1914 bouleverse cet univers serein. La paix revenue, beaucoup de familles s'éloignent définitivement, souvent éprouvées par la perte d'êtres chers. Pour

celles qui demeurent, les temps, de toute façon, ne sont plus les mêmes : abaissement des fortunes, difficulté de soutenir le train de vie d'autrefois, domesticité devenue plus rare, plus coûteuse et probablement moins docile ...

Ville à vocation essentiellement résidentielle, Compiègne pâtit également d'une forme de concurrence née du progrès technique et de l'évolution des mœurs : l'attrait grandissant des voyages en automobile, puis en avion, des séjours à la mer et à la montagne ; la généralisation et la diversification des pratiques sportives et des distractions.

La ville ne retrouvera qu'en partie son animation et sa prospérité d'autrefois. Le rythme d'accroissement de sa population, entre les deux guerres, sera inférieur à celui des époques précédentes.

Après la seconde guerre mondiale et sous le poids des circonstances, la vérité s'impose : les valeurs du passé ne suffisent plus pour garantir le présent ni assurer l'avenir de la cité. C'est alors que, sous l'impulsion de son maire, Jean Legendre, Compiègne installe sa première zone industrielle. Un tournant décisif venait d'être pris ...

ANNALES HISTORIQUES COMPIEGNOISES études picardes modernes et contemporaines

Revue trimestrielle de la **Société d'Histoire** moderne et contemporaine de **Compiègne**, affiliée à la Société des Etudes Robespierriennes et à la Fédération des Sociétés Savantes de Paris et d'Ile de France.

Les N^{os} 1 à 11 (janvier 1978 à septembre 1980, 13 (janvier 1981), 16 (octobre 1981), 17 (janvier 1982), 18 (avril 1982) et 24 (décembre 1983) sont **totalemment épuisés**.

PUBLICATIONS ENCORE DISPONIBLES

N^o 12 spécial : Patrimoine (II) : Les orgues de Compiègne et sa région.

102 p. + 12 pl. photos H.T. - 30 F (envoi franco : 35 F)

N^o 14 : Patrimoine (III) : Archéologie industrielle et communications en Picardie.

84 p. - 16 F. (envoi franco : 20 F)

N^o 15 : Crises frumentaires et "émotions populaires" en Picardie (XVI^e - XVII^e) Amiens, Compiègne, Oise, Aisne ...

67 p. - 16 F

N^o 19 : Autopsie d'une ville (I) : Compiègne aux XVIII^e et XIX^e siècles ; Ressons/Matz en 1914-18 ; sur la loi agraire dans l'Oise sous la Révolution (presque épuisé)

60 p. - 18 F.

N^o 20 : 1848 dans l'Oise ; autopsie d'une ville (II) ; la croissance de Compiègne au XIX^e siècle.

72 p. - 18 F.

N^o 21 spécial : La IV^e République dans l'Oise. 70 p. - 20 F (envoi franco : 25 F)

N^o 22 : Verberie et sa région au XIX^e siècle. 46 p. - 20 F (presque épuisé)

N^o 23 : Le bi-centenaire du traité franco-américain de Versailles ; Verberie au XIX^e (II) ; Les Jacobins de Compiègne (II)

50 p. - 20 F (presque épuisé)

N^o 25 : Les organisations ouvrières au XX^e siècle (Oise, Somme) ; Albert Laponneraye (1808-1849)

50 p. - 20 F

N^o 26 : Les sociétés populaires dans l'Oise (1789-95) ; le Conventionnel noyonnais J.M. Coupé (1737 - 1819)

59 p. - 20 F (envoi franco : 25 F)

Index de la revue (1978-1982) : supplément au n^o 21 - 20 p. - 10 F

Pour se procurer les N^{os} encore disponibles, écrire ou téléphoner au siège de la Société, 82bis rue de Paris, 60200 COMPIEGNE, tél. (4) 420.26.52. Joindre à votre envoi un chèque postal ou bancaire, au prix indiqué, et libellé à l'ordre de la Société d'Histoire de Compiègne.

PROCHAINES PUBLICATIONS

N^o 28 spécial (décembre 1984) : La seconde guerre mondiale dans l'Oise

N^o 29 (mars 1985) : Parcs et jardins de l'Oise